

alternatives

LE JOURNAL

VOL.15 NO.2 / OCTOBRE 2008

UN JOURNAL POUR UN MONDE DIFFÉRENT

WWW.ALTERNATIVES.CA

DANS CE NUMÉRO : UN DOSSIER SUR L'AFRIQUE DU NORD

Algérie

Violence et statu quo



FLICKR / ALBATROSS11

Même si la guerre civile est terminée, l'Algérie n'arrive pas à tourner la page de ce conflit qui a fait 200 000 morts à la suite de l'annulation de la victoire des islamistes aux élections de 1991. Au mois d'août encore, 134 personnes ont été tuées dont une quarantaine d'islamistes du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC).

KARIM AÏT-OUMEZIANE

En dépit d'attentats spectaculaires, les rebelles ne menacent plus l'État, qui sort plus renforcé que jamais de 16 années de violences. L'embellie pétrolière et le soutien des Occidentaux, après les attentats du 11 septembre 2001, ont offert une planche de salut inespérée aux militaires, qui incarnent le pouvoir réel depuis l'indépen-

dance du pays, en 1962. La politique dite de « réconciliation nationale » du président Abdelaziz Bouteflika, élu en 1999, a aussi permis de réduire considérablement les violences, même si elle n'a pas mis fin à la guerre. Des centaines d'islamistes ont ainsi déposé les armes en échange d'une amnistie. Le ralliement il y a quelques mois du GSPC à Al-Qaïda témoigne d'ailleurs d'un certain désarroi des islamistes. Incapables de renverser le régime en raison de dissensions internes et d'une répression féroce, les groupes armés se sont disloqués au fil des ans. Il ne subsiste plus aujourd'hui qu'Al-Qaïda dans le Maghreb islamique (AQMI, le nouveau nom du GSPC), qui tente maintenant d'inscrire son action dans une perspective régionale, voire internationale.

Menaces contre Washington

Dans un entretien accordé en juillet dernier au *New York Times*, le chef du mouvement, Abdelmalek Drouedjel, a revendiqué l'attentat contre le siège de l'ONU à Alger, en décembre 2007, celui contre l'ambassade d'Israël en Mauritanie, en février dernier, ainsi que l'enlèvement de touristes autrichiens à la frontière entre l'Algérie

et la Tunisie. Il menace aussi de s'en prendre aux intérêts des États-Unis, partout dans le monde. Le groupe compte de 300 à 400 combattants retranchés dans les montagnes de Kabylie, à l'est d'Alger. Traqué par l'armée (un des chefs a été abattu le 3 septembre), il tente maintenant de s'implanter dans l'ouest du pays.

Mais même affaibli, l'islamisme armé continue de séduire. La crise politique qui a mené à la guerre civile est toujours présente et la pauvreté progresse, même si le pays s'enrichit. Autoritarisme, absence d'État de droit, corruption à tous les échelons de l'administration : des années de contestation armée n'ont rien changé aux vieux travers du régime. Les principaux dirigeants appartiennent encore à la génération de la guerre de libération (1954-1962), qui s'est maintenue au pouvoir au nom d'une légitimité acquise par les armes. Elle s'accroche aujourd'hui au nom cette fois du combat contre l'islamisme, soutenu par l'Europe et les États-Unis qui, après le 11 septembre, ont choisi le moindre des deux maux. De passage à Alger au

VOIR PAGE 2 : ALGÉRIE

Féminisme islamique

L'une des personnes les plus influentes du Maroc est une femme et, de surcroît, islamiste. Elle s'appelle Nadia Yassine, fondatrice et dirigeante de la section féminine de Al Adl Wal Ihsane (Justice et Spiritualité), le mouvement social le plus puissant du Maroc. Créée par son père, cette association propose la non-violence, l'application de la Charia (loi islamique) et l'*ijtihad*, c'est-à-dire l'effort d'interprétation du Coran s'opposant à l'islam rigoriste. Justice et Spiritualité n'est pas un parti politique, mais sa capacité de mobilisation est inégalée dans le royaume. Agée de 50 ans, Nadia Yassine fait présentement face à la justice marocaine pour avoir prôné en 2005 l'abolition de la monarchie au profit d'une république. *Alternatives* a interviewé celle qui n'a pas la langue dans sa poche.

Votez procès a été reporté une nouvelle fois. Vous pensez qu'il sera remis aux calendes grecques?

Oui. L'État marocain est bien embarrasé par mon cas, qui en est un de liberté d'expression. Le Maroc essaye par tous les moyens de paraître au niveau international comme bougeant vers la démocratie. Et moi je les embarrasse pas mal.

Et c'est votre but?

Tout à fait. On est taxés d'islamisme et d'extrémisme, mais je pense que les gens ne connaissent pas la cause pour laquelle nous luttons. C'est vrai que l'Islam est notre référence, et c'est naturel dans un monde musulman, mais nous luttons pour plus de liberté, et la seule façon que nous avons, étant donné que nous prônons la non-violence, c'est par des discours, des gestes symboliques.

En proclamant ma préférence pour une république au nom de mon islamité, je veux lever deux types de tabous. Le premier, c'est la passivité face au pouvoir. On nous apprend depuis des siècles que le bon sujet musulman doit se la fermer et obéir au prince. Et moi je dis non. Je veux libérer les consciences. Je veux apprendre aux musulmans que l'Islam n'est pas du tout une soumission aveugle à une autocratie sans nom. Deuxièmement, il y a le tabou lié à la marginalisation des femmes en terre d'Islam. Donc, mon message c'est que la femme a le droit de parler et de participer à la politique au plus haut niveau.

D'ailleurs, vous parlez de féminisme islamique...

Si c'est pour défendre la cause des femmes, alors je me considère comme féministe. Mais je reste prudente face aux étiquettes. Je ne défends toutefois pas le féminisme à la Simone de Beauvoir, un féminisme occidental.

Le monde occidental s'est débarrassé de l'idée de Dieu, du moins dans l'espace public. Les luttes sont matérialistes. Elles excluent donc une spiritualité ou un retour de Dieu. Pour moi, ma lutte est essentiellement spirituelle, ce n'est pas une lutte entre hommes et femmes ou pour des droits matériels. Moi, je dis que Dieu m'a donné des droits et que l'histoire des musulmans m'a confisqué ces droits. D'ailleurs, le pouvoir a aussi bien opprimé les hommes que les femmes, même si elles ont davantage été des boucs émissaires. Notre société ne pourra jamais renaitre sans une véritable participation des femmes.

Vous mouvement est interdit, mais toléré. Feriez-vous votre entrée sur la scène électorale si on vous en donnait l'occasion?

Ça me fait toujours sourire quand on me dit que nous sommes tolérés. C'est comme si on disait que le soleil est toléré au Maroc! On peut camoufler la lumière du soleil, mais nous sommes là et nous avons l'intention de rester. Nous ne sommes pas une quantité négligeable. Le pouvoir marocain nous fréquente depuis 30 ans et il sait très bien que nous sommes partout. Mais la force de notre choix, c'est que nous avons décidé de rester en dehors du système. Pour nous, intégrer le jeu politique, qui est en fait un grand carnaval, c'est le meilleur moyen de nous suicider politiquement. Donc, notre discours séduit parce que nous proclamons que la vraie opposition c'est de rester en dehors du système, qui est verrouillé. La Constitution ne donne aucun espoir à la démocratie au Maroc.

Pour déverrouiller le système, faut-il abolir la monarchie?

Nous sommes une école de pensée d'obédience soufie qui prône un retour de la spiritualité comme moteur de changement. Nous proclamons que jamais l'autocratie n'est l'expression politique de l'Islam. Nous voulons donner la légitimité aux musulmans de réclamer un autre système que l'autocratie.

VOIR PAGE 2 : NADIA YASSINE

Répression en Tunisie

Des morts, des disparus ainsi qu'une centaine de personnes en prison. Voilà le triste bilan de la révolte du bassin minier de Gafsa, qui a duré près de six mois, plus tôt cette année. Cet événement majeur de l'histoire sociale contemporaine du Maghreb se solde actuellement par une grave répression de la population et des leaders syndicaux, par les autorités tunisiennes.

KARINE GANTIN

De janvier à juin 2008, à quatre cents kilomètres au sud-ouest de Tunis, la population du bassin minier de Gafsa a mené une importante révolte bien organisée, qui constitue un choc social important pour la Tunisie. Elle a été déclenchée début janvier par la publication des résultats du concours d'embauche de la Compagnie des phosphates de Gafsa (CPG), l'unique moteur économique de la région. Jugeant frauduleux ces résultats, de jeunes chômeurs occupèrent alors le siège régional de la centrale syndicale à Redeyef avec les veuves des mineurs et leurs familles, qui installèrent leurs tentes devant le bâtiment. Le mouvement s'est étendu rapidement : ouvriers, chômeurs, étu-

dants et habitants ont multiplié à leur tour les grèves et les actions, en dépit du siège des villes par les forces de police. Au fil des mois, la mobilisation a tenu, rageuse et fière : *sit-in* des familles des invalides de la CPG et des morts à la mine, actions des ouvriers licenciés, occupations diverses, rassemblements et désignation d'un collectif de représentants.

Le siège local du syndicat de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT), en plein centre-ville de Redeyef, a été réquisitionné par les contestataires, au nez des autorités. Celui-ci est alors devenu le quartier général des habitants en révolte. Au rez-de-chaussée du local, le café a servi d'agora permanente. La nuit, les jeunes ont patrouillé dans Redeyef par petits groupes pour la protéger, après avoir sonné le rassemblement à l'aide de pierres cognées contre les structures métalliques d'un pont. Le ton général a reflété une impressionnante cohésion populaire que les forces de l'ordre n'ont pas réussi à rompre, en dépit de l'encercllement militaire et policier de la ville.

Contre la corruption et le clientélisme du régime

Sur fond de grande pauvreté et de flambée des prix, la population protestait contre la corruption d'un système local népotique, contre une politique de l'emploi injuste, et elle réclamait l'ouverture de négociations pour l'avenir de la région.

Les villes du bassin minier de Gafsa (Redeyef, Oum Larayes, Metlaoui, El Mdhilla...) vivent de la Compagnie des Phosphates de Gafsa depuis le temps

de la colonisation. Au cours des 25 dernières années, la CPG a réduit d'environ 75 % les effectifs, dans une région où le chômage frapperait officiellement 30 % de la population active, le double du taux national. Autour de la compagnie gravitent de nombreuses entreprises de sous-traitance, avec leurs emplois précaires et sous-payés. Longtemps, la stabilité de la région était maintenue grâce à une petite redistribution des bénéfices énormes que génère l'industrie phosphatière. Celle-ci se réalisait grâce à de subtils équilibres claniques et familiaux, orchestrés par les dirigeants régionaux de la centrale syndicale de l'UGTT et du parti au pouvoir, le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD). Or, la diminution progressive des ressources et la généralisation de la corruption, alors même que flambe le cours international du phosphate, ont rompu ces équilibres et généralisé le clientélisme, dont la direction régionale de l'UGTT est devenue le premier représentant local.

La force pour écraser la résistance

Le pouvoir a répondu par une dure répression, rendant le mouvement exsangue, privé de ses leaders et de ses jeunes. Dès le début, des familles ont été brutalisées, leurs biens saqués. Le déploiement d'unités blindées de l'armée a renforcé le siège du bassin minier durant le mois de juin. L'escalade de la violence d'État s'est manifestée par l'utilisation de balles, par la multiplication des enlèvements de jeunes pour interrogatoire et emprisonnement, et par des ratisages militaires dans les montagnes environnantes en vue de retrouver ceux



PHOTO : COMITÉ DE SOUTIEN AUX HABITANTS DU BASSIN MINIER DE GAFSA

qui tentent d'échapper à la torture.

En arrêtant fin juin plusieurs dirigeants du mouvement de protestation qui touche la ville de Redeyef, en les inculquant de délits graves, en conduisant des interrogatoires musclés, le pouvoir tunisien a réussi à affaiblir radicalement la mobilisation. Quelques mesures finalement annoncées durant l'été par le pouvoir central à Tunis promettent des investissements. Mais on compte plus d'une centaine d'arrestations, des disparitions et quelques morts. Les emprisonnements et les harcèlements policiers se poursuivent dans tout le pays, même contre des avocats et des journalistes. Des immigrés qui ont participé aux manifestations de soutien en France ont aussi été interrogés, harcelés et menacés en Tunisie pendant leurs vacances estivales.

L'opposition à Tunis, ainsi que des comités de soutien en Europe se battent pour casser le blocus de l'information et pour défendre les prisonniers et leurs familles. Pourtant, la société civile tunisienne, passée depuis longtemps sous le rouleau compresseur de

la répression, peine à réagir au-delà de téméraires poignées de défenseurs des droits humains. Seule une forte campagne de solidarité nationale et internationale, ou une extension de la contestation à d'autres régions, pourraient desserrer l'étoupe du régime ultrabrutal du président Ben Ali.

Le premier Forum social maghrébin, qui s'est déroulé fin juillet au Maroc, a ciblé juste. Il a fait des luttes du bassin de Gafsa un emblème des luttes sociales maghrébines et de la nature répressive du pouvoir tunisien. L'enjeu : produire une solidarité immédiate face à la répression terrifiante, mais aussi saisir le sens politique des luttes les plus récentes au Maghreb, de Gafsa à Sidi Ifni au Maroc, et bien d'autres moins médiatisées. Le but est aussi de dénoncer l'information dominante : celle qui tend à faire l'impasse sur ces « révoltes du pauvre », perçues comme le contrepoint malheureux des ajustements économiques nécessaires à la modernisation, voire comme justifiant paradoxalement l'alliance des pouvoirs occidentaux avec les régimes répressifs du Sud.

La Mauritanie

Terre de tous les passages

A priori, l'importance de la Mauritanie dans la valse des nationalités apparaît insignifiante. Pourtant, pour l'Union européenne, avec en tête des pays comme l'Espagne et la France, accorde beaucoup d'attention à ce petit carré de sable. La position géopolitique de la Mauritanie est stratégique. Ici, lutte contre l'immigration clandestine et aide au développement se confondent.

FRANCE-ISABELLE LANGLOIS

Historiquement terre des caravanes, la Mauritanie est aujourd'hui la terre de tous les trafics illicites : drogues, armes et humains. Ce dernier trafic atteint de tristes sommets depuis 2005, alors que les contrôles se sont resserrés sur le Maroc. Les Canaries sont à 800 cent kilomètres de la côte.

Dans un article intitulé *Refugiés de la faim*, paru dans *Le Monde diplomatique* de mars 2008, l'ex-rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, Jean Ziegler, écrivait : « On estime que, chaque année, quelque 2 millions de personnes essaient d'entrer illégalement sur le territoire de l'Union européenne et que, sur ce nombre, environ 2 000 périssent en Méditerranée, et autant dans les flots de l'Atlantique. Leur objectif est d'atteindre les îles Canaries à partir de la Mauritanie ou du Sénégal, ou de franchir le détroit de Gibraltar au départ du Maroc. »

Pour l'heure, tel que le reconnaît le ministère des Affaires étrangères espagnol, peu de Mauritanien sont au nombre des

migrants désespérés. Il s'agit surtout de Sénégalais et de Maliens qui tentent leur chance à partir de la Mauritanie. Selon le gouvernement espagnol, en 2006, 47 685 migrants africains sont parvenus à atteindre ses côtes.

C'est évidemment la pauvreté qui lance ces personnes dans une telle aventure, et notamment « la destruction rapide des communautés de pêcheurs sur les côtes atlantique et méditerranéenne du continent », tel que le souligne Jean Ziegler. L'état d'endettement des États côtiers africains les pousse à vendre leurs droits de pêche aux Japonais, Européens et Canadiens. Les conserves de ces derniers sont ensuite revendues sur les marchés africains.

L'Europe s'inquiète

C'est en raison de cet afflux de clandestins que l'Espagne et la France, et par conséquent l'Union européenne, s'intéressent de près à la Mauritanie. Le budget annuel de la Mauritanie est près d'un milliard de dollars et accuse chaque année un déficit d'environ 60 millions. La Mauritanie est pauvre : elle occupe le 137^e rang des 177 pays classés par le Rapport mondial sur le développement humain de 2007-2008, avec un produit national brut par personne de 406 \$ US (2004). L'augmentation du prix des denrées de base l'a durement affectée. 70 % de sa consommation alimentaire et énergétique dépend de l'importation. Le pays possède certes quelques gisements miniers, mais tous sont exploités par des compagnies étrangères, dont plusieurs entreprises canadiennes.

La France compte octroyer 150 millions de dollars d'ici 2010, mais elle a gelé son aide, en raison du coup d'État du 6 août, et l'Union européenne menace de faire de même.

La Mauritanie compte parmi les 11 pays subsahariens prioritaires du Plan

2006-2010 pour l'Afrique de la coopération espagnole, en raison même de sa position géostratégique et du besoin pour l'Espagne de défendre « ses » intérêts sur le territoire mauritanien, notamment la pêche et l'immigration. L'Espagne a presque triplé son aide à la Mauritanie ces dernières années.

Dans un champ de mines

La majorité des clandestins qui dans la nuit noire s'élancent sur des *pateras* à l'assaut des flots, dans l'espoir de re-

joindre vivants les Canaries, le font à

partir de Nouadhibou, au nord du pays, « chef-lieu de l'immigration clandestine sauvage ». En 2006, le gouvernement espagnol y a financé la conversion d'une ancienne école en centre de rétention, dans le cadre du programme de « défense des frontières extérieures de l'Europe » de l'agence militaire de l'Union européenne, Frontex. La Mauritanie est signataire d'un accord avec celle-ci, selon lequel elle accepte sur son territoire : avions, hélicoptères, bateaux et militaires européens. A elle, également, le soin de « gérer » les candidats au départ interceptés. Près de 19 000 individus ont été reconduits à la frontière sénégalaise ou malienne depuis deux ans.

Rencontré en février en Mauritanie, un travailleur de la Croix-Rouge internationale décrivait l'état d'insalubrité des cellules du centre de Nouadhibou et rapportait qu'on y trouvait parfois des individus venus d'aussi loin que l'Afghanistan. A cette même période, une délégation d'Amnistie internationale (AI) se rendait sur le terrain pour témoigner de la situation. Son rapport, *Mauritanie : « personne ne veut de nous » Arrestations et expulsions collectives de migrants interdits d'Europe*, est accablant.

Le centre de rétention de Nouadhibou n'a pas de nom officiel, ce qui pour AI confirme l'absence de caractère légal. La population locale le surnomme le Guantanamo. En outre, plusieurs des migrants interviewés par AI di-

6 août 2008. Coup d'État. Le président mauritanien Sidi Ould Cheikh Abdallahi est arrêté et emprisonné (jusqu'à ce jour) par des généraux qu'il venait de limoger. Les putschistes, organisés en conseil d'État, dirigé par le général Mohamed Ould Abdel Aziz, promettent des élections présidentielles libres et transparentes d'ici 14 mois.

25 juin 2006. Les Mauritanien approuvent par référendum une nouvelle Constitution instaurant un mandat présidentiel de cinq ans, renouvelable une seule fois.

3 août 2005. Cinquième coup d'État de l'histoire de la Mauritanie. Le colonel Vall devient président pour une période transitoire de deux ans. Le pays s'engage paradoxalement sur la voie de la démocratie

28 novembre 1960. Colonie française, la République islamique de Mauritanie devient indépendante. Le président Moktar Ould Daddah instaure un régime de parti unique.



PHOTO: FLICKR / ELRENTAPLATS

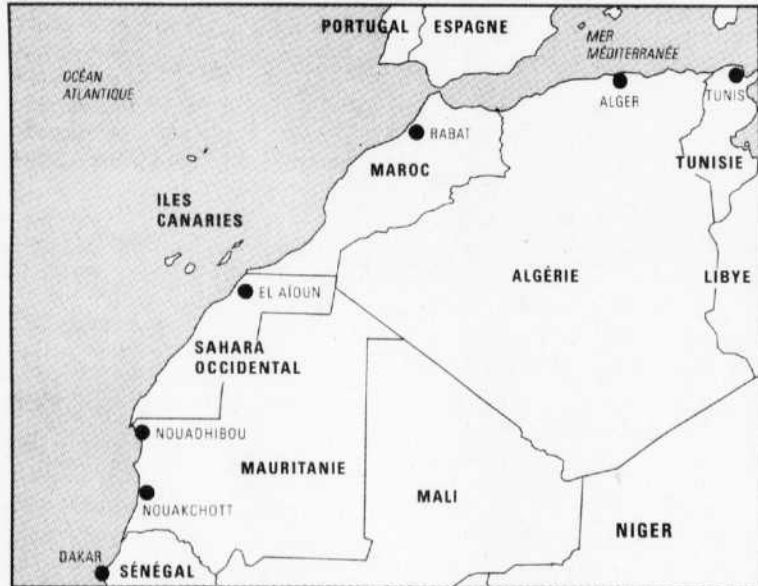
Le port de Nouadhibou. Cette ville est la plaque tournante pour les départs vers les îles Canaries en Espagne.

sent avoir rejoint la Mauritanie après avoir été abandonnés par les autorités marocaines dans une zone surnommée Kandahar. Situé à la frontière du Sahara occidental et de la Mauritanie, ce coin de désert est truffé de mines.

Enfin, la Mauritanie étant elle-même terre d'immigration pour de nombreux ouest-africains, les migrants rêvant d'Europe bénéficient ainsi d'un réseau social et familial sur place les appuyant au cours de leur transit. Il est à prévoir que le phénomène n'ira qu'en s'amplifiant, ce qui risque d'aggraver les tensions sociales déjà fort présentes entre population maure et population noire en Mauritanie. L'immigration clandestine est aussi un *business* qui en fait vivre plus d'un. Comme pour les pêcheurs sénégalais, elle constitue une source importante de revenus pour les soldats mauritaniens. Ce qui expliquerait que plusieurs d'entre eux possèdent une Mercedes, malgré leur solde de 150 \$ par mois.

Si les Européens stoppent leur aide le temps du « retour à la légalité constitutionnelle », parions que les 580 \$ millions prévus pour lutter contre l'immigration clandestine ne seront pas gelés...

L'auteure est directrice adjointe des programmes à l'ONG Droits et Démocratie.



	ALGÉRIE	MAROC	MAURITANIE	TUNISIE
Population (million)	33,8	34,3	3,36	10,4
Superficie km ²	2,389,000	446,550	1,030,000	163,610
PNB/habitant (dollars)	6 500	4 100	2 000	7 500
Indice de développement humain	104 ^e	126 ^e	137 ^e	91 ^e

Source : CIA Factbook

La malédiction pétrolière

KARIM AÏT-OUMEZIANE

Un pays riche peuplé de pauvres. Deuxième pays de l'Afrique par sa taille, troisième par son économie, l'Algérie regorge de pétrole (4^e exportateur mondial) et de gaz (9^e). Mais ces ressources fournissent toujours 98 % des revenus d'exportation. Le reste de l'économie peine à décoller.

Région à vocation agricole sous la colonisation, l'Algérie a voulu se développer à marche forcée dans les années 1970, sur le modèle soviétique. Grâce à l'argent du pétrole, de gigantesques usines ont été bâties en même temps qu'étaient nationalisées les terres agricoles. L'expérience a vite tourné au fiasco. Mais la manne pétrolière a permis d'éponger les déficits et d'acheter la paix sociale en garantissant le versement des salaires. L'effondrement des cours du brut au milieu des années 1980 et les émeutes qui s'ensuivirent ont forcé les autorités à changer de cap.

Le pays a cédé alors aux sirènes du libéralisme, mais la guerre civile des années 1990 et l'absence de réformes ont bloqué toute possibilité sérieuse de relance. Au bord de la cessation de paiement en 1993, l'Algérie connaît aujourd'hui, toujours grâce à son pétrole et à son gaz, une aisance financière inédite. En quelques années, la dette extérieure (30 milliards de dollars) a été presque entièrement remboursée et les réserves de change dépassent les 130 milliards de dollars, soit l'équivalent du PIB. Mais

le pays n'arrive pas à attirer l'investissement étranger et à développer un secteur manufacturier et de services créateur d'emplois stables.

La raison ? Une administration paralysante et un secteur bancaire obsolète (il faut encore plusieurs mois pour créditer un chèque d'une région à une autre) finissent par venir à bout des plus déterminés. Cette situation a favorisé l'émergence d'un secteur informel, qui représente la moitié de l'économie et fait survivre des millions de personnes. Et les réseaux d'importateurs, alliés à l'administration et à des gradés de l'armée, prospèrent à mesure que la population s'appauvrit. Sur les quelque 34 millions d'habitants, le tiers a moins de 15 ans. Officiellement, le chômage oscille autour de 17 %, mais le chiffre réel serait beaucoup plus important. Le salaire minimum avoisine les 150 dollars par mois (un professeur d'université en perçoit 700), mais l'Algérie importe quasiment tout. Conséquence : le consommateur moyen ne peut pas s'offrir des produits souvent vendus au même prix que dans les pays riches.

En 2005, le président Abdelaziz Bouteflika a initié un ambitieux plan de développement à coup de milliards de dollars. Objectif : créer un million d'emplois par la relance du bâtiment (construction d'un million de logements) et de gigantesques projets d'infrastructures (autoroute est-ouest de 1 200 km, métro et tramway à Alger, lignes ferroviaires, etc.). Trois ans plus tard, tous ces projets sont en retard.

ALGÉRIE

SUITE DE LA UNE

début septembre, la secrétaire d'État américaine, Condoleezza Rice, se félicitait de la coopération entre Alger et Washington en matière de lutte contre le terrorisme. En revanche, pas un mot sur les centaines de disparitions forcées, la torture et les exécutions extrajudiciaires dont s'est rendue coupable l'armée.

Une crise de la représentation

politique
Le « printemps démocratique », né dans la foulée des émeutes de 1988, a lui aussi fait long feu. Entre des partis islamistes manipulés par le régime, des démocrates coupés des réalités du peuple, trop souvent assimilés à l'élite francophone occidentalisée, et les formations nationalistes, la classe politique suscite mépris ou, au mieux, indifférence. Les dernières élections, même truquées par l'administration, n'ont pas réussi à masquer l'inquiétante désaffection des Algériens pour les urnes. Le Front des forces socialistes, l'un des rares, pour ne pas dire le seul parti de l'opposition semble avoir baissé les bras, empêtré dans des luttes internes.

Cette crise de la représentation politique se double de celle des élites. Des dizaines d'intellectuels et de diplômés de l'école bilingue de l'après-guerre ont été assassinés par les islamistes. La vague de terreur des années 1990 a provoqué la fuite de milliers de cadres, de médecins, d'ingénieurs, de scientifiques... L'échec retentissant de l'arabisation du système scolaire entamée à la fin des années 1970 n'a pas permis de les remplacer, aggravant ainsi le chômage des jeunes. Privés de perspectives d'avenir, écartelés entre des valeurs conservatrices - réhabilitées par la réislamisation des sociétés arabes - et un besoin de modernité, les moins de 20 ans fréquentent les mosquées et rêvent de quitter le pays.

La situation sociale est tout aussi alarmante, malgré les milliards de dollars de la rente pétrolière, qui permettent de subventionner les prix des aliments de base. Les milliers de jeunes qui quittent chaque année le système scolaire vont grossir les rangs des « hittistes » (littéralement, les chômeurs qui tiennent les murs). Les plus désespérés se rallient aux islamistes ou tentent de gagner l'Europe sur des embarcations de fortune, avec souvent, dans les deux cas, la mort au bout du chemin. En réponse à ce phénomène qui prend de l'ampleur (1 700 arrestations en 2007), le gouvernement a choisi la répression. Un projet de loi déposé en août prévoit six mois d'emprisonnement pour une tentative de sortie illégale du territoire.

À ces difficultés s'ajoutent celles, chroniques, du manque de logements (plusieurs générations d'une même famille cohabitent souvent sous un même toit), d'électricité, d'eau potable, de moyens de transport public... Conséquences : des émeutes éclatent régulièrement dans le pays, renforçant le climat de défiance à l'endroit des autorités. Près d'un demi-siècle après son indépendance, l'Algérie moyen se demande toujours où sont passés les milliards de pétrole et de gaz. En attendant, un jour peut-être, d'en avoir les bénéfices.

NADIA YASSINE

SUITE DE LA UNE

Mais étant donné que nous favorisons la non-violence et que nous sommes réalistes, nous n'avons jamais revendiqué officiellement l'abolition de la monarchie. Par contre, nous revendiquons l'éducation des consciences. Mais pour y arriver, il faut faire sauter un verrou énorme : la Constitution. Elle nous empêche le droit à la libre parole, à la libre conscience. Donc notre but, ce n'est pas la fin de la monarchie, mais celle de la Constitution.

C'est une grosse révolution politique que nous proposons au monde musulman avec une lecture de l'autocratie dans notre histoire par des consciences sclérosées et manipulées par les pouvoirs séculaires. Depuis 14 siècles, on a installé dans les consciences qu'islamité égale autocratie, enfermement et dictature. Nous disons que nos textes sacrés présentent au contraire les germes d'une véritable expérience démocratique.

Vous craignez l'avancée de l'intégrisme musulman au Maghreb ?

Hélas, on ne le craint pas, on le vit. Compte tenu de la situation politique et sociale au Maroc, il y a de gros risques d'une montée de ce genre de lecture complètement archaïque et violente.

Il existe un terreau fertile pour un discours manichéiste, complètement binaire, qui divise le monde entre le bien et le mal, les croyants et les athées, etc. Cette lecture basique fonctionne pour

quatre raisons. Premièrement, il y a ici comme ailleurs une quête d'identité. Et pour nous, cette identité passe par l'Islam. Deuxièmement, il y a un manque d'éducation. Le taux d'analphabétisme est effarant et la qualité de l'enseignement est nulle. Il n'y a pas, d'antidote intellectuel. Il n'y a rien dans les têtes. On a cherché à insuffler trois choses aux Marocains, « Dieu, la patrie et le droit », et c'est tout ce qu'ils savent. Je ne dis pas ça pour insulter les Marocains, mais je fais un constat très très amer. Les Marocains sont volontairement « analphabétisés » par l'État. Troisièmement, il y a l'extrême pauvreté. Finalement, il y a le facteur de la frustration, parce que nous vivons dans un monde ouvert sur d'autres horizons. Or, quels sont ces horizons ? Notre fenêtre sur le monde, c'est la télévision publique marocaine qui nous présente des séries B avec des maisons de rêves, des femmes de rêves, etc., qui favorisent la frustration.

Nous représentons une soupape de sécurité pour le pouvoir marocain. Il sait très bien que nous sommes en train de récupérer une certaine jeunesse qui autrement serait acquise à des thèses plus extrémistes, et donc dangereuses. C'est pour cela que nous sommes tolérés. Le pouvoir marocain préfère un adversaire prévisible et non violent plutôt qu'une masse de jeunes en colère qui pourraient être recrutés par les tendances nihilistes qui existent dans le monde musulman.

Cartographie de l'islamisme au Maroc

L'islamisme marocain est éclaté en plusieurs mouvances, mais il peut être divisé en trois : le salafisme, le Parti Justice et développement (PJD) et l'association Justice et Spiritualité.

Le salafisme (*salafiya*) prône le retour à ce qu'elle considère comme étant les vraies valeurs musulmanes, celles des ancêtres. Ce mouvement comprend deux courants. Le wahhabisme, importé d'Arabie Saoudite, qui préconise le rigorisme dans la religion, et une application à la lettre du Coran. Son principal leader au Maroc s'est distingué récemment en édictant une *fatwa* qui déclare légal le mariage des filles à partir de 9 ans. L'autre composante est à vocation jihadiste : elle soutient le recours à la violence pour imposer l'Islam rigoriste. Le leader le plus célèbre de ce mouvement est Oussama ben Laden. Au Maroc, les principaux tenants de ce courant ont été condamnés à de lourdes peines de prison après les attentats qui ont frappé Casablanca, en mai 2003. Plusieurs groupuscules gravitent autour de la *salafiya jihadia*. Leurs adeptes considèrent le Maroc comme une société impie dont il faut se dissocier. La plupart s'installent dans des localités éloignées ou dans des quartiers périphériques marginaux, comme celui de Sidi Moumen, dont sont originaires les auteurs des attentats de Casablanca.

Les deux plus grandes organisations islamistes qui refusent la violence sont le Parti de la justice et du développement (PJD) et l'association Al Adl Wal Ihsan (Justice et Spiritualité).

Le PJD est le plus important parti d'opposition au parlement marocain. Il a d'ailleurs rafilé le plus grand nombre de suffrages aux dernières élections législatives de 2007. Ce parti est pacifique puisqu'il accepte de s'inscrire dans l'arène politique marocaine. Pour ses dirigeants, le changement de la société marocaine ne peut intervenir que graduellement, notamment par l'encadrement et l'éducation des masses à l'intérieur d'un parti politique dûment autorisé.

Quant à Justice et Spiritualité, ce mouvement est de loin le plus important au Maroc. Il se distingue par la centaine de milliers de membres et la qualité de son corpus doctrinal. Contrairement au PJD, ce mouvement prône le changement par le haut, sans pour autant s'engager dans la joute électorale. Son chef, le cheikh Yassine prône la non-violence, mais il est très âgé. La grande inconnue : l'avenir de son mouvement après sa mort.

HASSAN EL ARIF

Bolivie La guerre des référendums

Des affrontements armés ont finalement éclaté en Bolivie. Le blocage politique entre le gouvernement central d'Evo Morales et les départements autonomistes a débouché sur des violences dans le Pando, qui ont fait une trentaine de morts. Pour faire baisser la tension, l'opposition et le gouvernement se sont entendus pour relancer une autre fois le dialogue. Chronique d'un affrontement annoncé.

NANCY THEDE

Encouragés par les autorités élues, les civils s'entretenant dans le département de Pando le 11 septembre annonçaient au monde ce qui crève les yeux depuis plus d'un an : la Bolivie est en crise. Le fait qu'on la voit venir depuis tout ce temps n'arrange rien à l'affaire. Cet enlèvement progressif dans la violence, les appels à la radicalisation de part et d'autre, les échecs multiples des tentatives de dialogue, donnent la mesure de l'effritement du débat politique qui dégénère, surtout depuis l'adoption par le MAS d'une proposition de nouvelle constitution, en une série d'affrontements, de dérapages et de contournements de la loi tant de la part du gouvernement que des opposants.

En effet, le projet de transformation radicale des règles politiques de Evo Morales, élu président fin 2005, et de son Mouvement vers le Socialisme (MAS), rencontre une levée de boucliers de la part de l'opposition, de droite et régionaliste. En raison de son contrôle de l'économie et d'un fort appui populaire dans la région orientale (amazonienne) du pays, l'opposition arrive à bloquer ce projet. Sa vision du pays repose sur l'entreprise privée, l'identité régionale et le maintien du contrôle politique par la bourgeoisie modernisatrice et les grands propriétaires terriens.

De son côté, le gouvernement Morales, pressé par ses bases dans les mouvements sociaux à refuser tout compromis, a cherché à imposer ses politiques plutôt que de reconnaître un rapport de forces difficile à changer par l'intransigeance. Son programme de réorganisation est fondée sur la justice redistributive, le contrôle étatique sur les profits générés par l'exploitation des ressources naturelles, ainsi que la reconnaissance des identités et des formes d'organisation politique autochtones.

Davantage de référendums

Dans ce contexte, on assiste depuis le mois de mai à une « guerre des référendums » visant à renforcer l'un ou l'autre des camps. Au départ, le référendum attendu par tous devait porter sur la nouvelle constitution ; les affrontements à ce sujet ont été tels que l'opposition parlementaire n'a pas participé à l'adoption du texte proposé, et ses alliés régionaux dans 4 des 9 départements que compte le pays se sont lancés dans leurs propres référendums sur l'autonomie départementale, histoire de couper l'herbe sous les pieds du MAS. En effet, dans la mesure où la droite n'a pas participé à l'élaboration du texte constitutionnel, elle est farouchement opposée à certaines de ses dispositions visant la redistribution du pouvoir économique et politique.

Les référendums sur les statuts d'autonomie départementale sont considérés illégaux par le gouvernement, alors que c'est lui qui a lancé cette démarche par le référendum de 2006 (le même qui a entériné le processus menant à l'Assemblée constituante), où les populations de ces quatre départements ont voté massivement en faveur de ce principe d'autonomie. Bien qu'utilisée par l'opposition pour miner le pouvoir du gouvernement actuel, cette revendication a aussi des assises historiques – ce que le MAS refuse de reconnaître. L'autonomie jouit, par ailleurs, d'un appui populaire qui dépasse largement les régions de l'Amazonie, notamment à Cochabamba et à Chuquisaca, mais également à La Paz. D'où le désarroi exprimé par beaucoup de partisans du MAS lorsque le gouvernement a refusé d'engager un véritable débat sur cette question.

Aucun débat national ne s'est donc tenu sur le contenu des projets autonomistes qui, face au refus de négocier du gouvernement, ont pris des couleurs assez radicales. Des analystes boliviens considèrent que, malgré la polarisation actuelle, près de 80 % du contenu du statut du département de Santa Cruz pourrait assez facilement être rendu compatible avec le projet de nouvelle constitution. Toutefois,

LES TENSIONS INTERNES DU MAS

Créé en 1995 par les mouvements syndicaux paysans comme « instrument politique », le Mouvement vers le socialisme (MAS) - qui n'adopte ce nom que plus tard à des fins électorales - a été fondé dans le but explicite de conquérir le pouvoir en Bolivie au bénéfice des communautés paysannes. Son essor fulgurant donne la mesure de l'exclusion politique qui régnait sous le néolibéralisme. Davantage un front large qu'un parti politique, le MAS est une alliance entre syndicats paysans et de mineurs, organisations autochtones, associations populaires urbaines et membres de la petite bourgeoisie progressiste.

Sans instances et processus internes propres de définition de programmes et de délibération démocratique, ses différentes composantes ont souvent recours à la rue comme moyen de pression sur le gouvernement du MAS. Cela explique, du moins en partie, qu'il y ait assez souvent des incohérences dans les prises de position, des affrontements entre secteurs proches du MAS, des critiques et désaffections publiques, voire des attaques parfois violentes contre les forces d'opposition qui ne sont pas nécessairement autorisées par la hiérarchie du mouvement. Son avenir ? Dans un affrontement aiguisé avec l'opposition de droite, tous appuient Morales ; par contre, si le gouvernement arrive à s'imposer définitivement à la droite, le risque de fragmentation du MAS est grand.



Flickr / ESKARARIBA

Des partisans d'Evo Morales manifestent leur joie.

à l'heure actuelle, les perspectives de tenir de telles discussions à tête reposée semblent de plus en plus éloignées. Au contraire, le mouvement autonomiste est en train de gagner des adeptes, puisque tant le préfet de Cochabamba que la mairesse de Sucre et la préfète récemment élue de Chuquisaca ont annoncé qu'ils organiseraient eux aussi des référendums sur des statuts d'autonomie dans les prochains mois.

Pour tenter de freiner le mouvement autonomiste, le gouvernement, avec un appui inespéré de la part de l'opposition parlementaire au sénat (composé des partis de droite Podemos, MNR et ADN), a organisé son propre référendum le 10 août : un référendum de révocation de mandat touchant le président, le vice-président ainsi que 8 des 9 préfets départementaux. Mais les résultats, loin de résoudre la crise politique, en consolident plutôt les deux pôles. Certes, Morales a été confirmé comme président avec deux tiers des voix (beaucoup plus que ses 54 % lors de l'élection de 2005), mais les quatre préfets autonomistes ont eux aussi été confirmés dans leurs départements respectifs, avec des taux d'approbation allant de 55 à 70 %. Morales a obtenu moins de la moitié des suffrages dans ces départements.

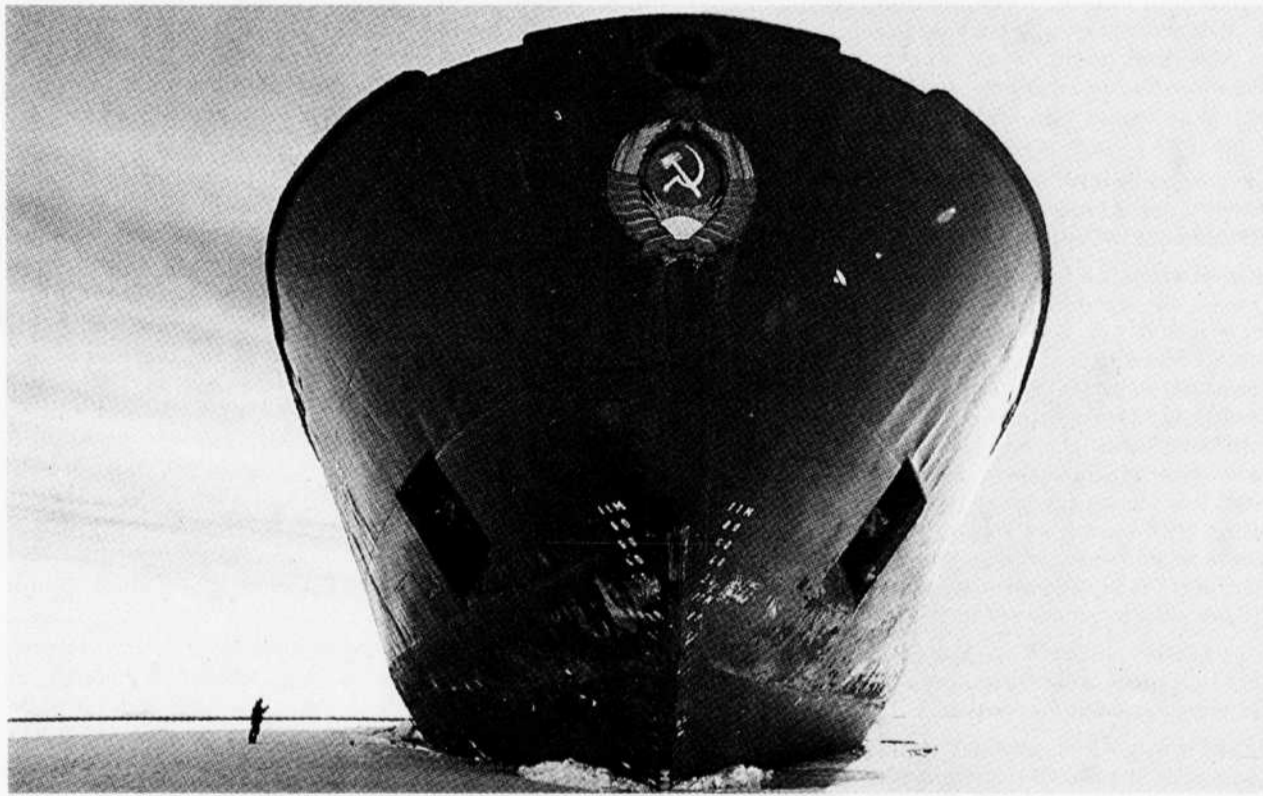
Chacun des camps crie victoire au sortir de ce référendum, et durcit ses positions en conséquence. Le message du vote était au contraire tout autre : la population bolivienne dans son ensemble accorde un appui massif et sans équi-

voque au gouvernement élu de Morales, mais, en même temps, la population des départements autonomistes a clairement démontré son appui aux projets des préfets. C'était un appel clair à trouver une solution qui respecte ces deux légitimités.

Le gouvernement, convaincu sur la base de son 67 % d'appuis d'obtenir une forte majorité dans les consultations à venir, va de l'avant avec deux nouveaux référendums sur la nouvelle constitution pour janvier 2009 (un sur la limite légale à la propriété foncière et l'autre sur le texte de la nouvelle constitution de plus de 400 articles). Même si l'opposition demande des modifications importantes au texte, les bases du MAS déclarent qu'elles refuseront d'en changer ne serait-ce qu'une virgule. Les dirigeants de chaque côté appellent leurs bases à la mobilisation, et les affrontements violents se sont répandus à grande vitesse. Alors qu'il est urgent de calmer les esprits pour éviter un embrasement généralisé, les dirigeants des deux camps continuent à avoir un double discours – l'appel aux négociations, et en même temps l'incitation à la mobilisation et la défense « à mort » de leur projet respectif.

L'auteure est professeure de science politique à l'UQAM

Les lunettes russes



Près de 80 % des Russes approuvent l'intervention militaire de leur pays en Géorgie. Pourquoi cet appui massif ? Retour sur ce qu'a vécu la Russie depuis la fin du communisme au début des années 1990.

MICHEL ROCHE

Le conflit russo-géorgien a été analysé sous différents angles. Certains ont insisté sur la responsabilité première de la Russie, vue comme l'État agresseur avide de restaurer son empire et de se venger des « révolutions de couleur » qu'ont connues certains de ses voisins, dont la Géorgie. D'autres se sont penchés sur le débat déchirant qui oppose le droit des Ossètes et des Abkhazes à l'autodétermination et celui des Géorgiens au respect de l'intégrité de leurs frontières. Enfin, des chercheurs nous ont rappelé l'importance du Caucase comme lieu de transit du pétrole et du gaz naturel de la Caspienne. Dans le texte qui suit, le conflit est abordé par le biais d'une posture compréhensive – les lunettes russes – qui

consiste à se mettre à la place du sujet – dans ce cas-ci, la Russie – pour comprendre ses actions et réactions, sans nécessairement les juger.

Une transition traumatisante

Toute analyse de la Russie doit tenir compte du fait que ce pays a subi des transformations d'une ampleur difficile à imaginer pour quiconque n'a pas connu le régime soviétique et la transition accélérée au capitalisme qui lui a succédé. L'ex-URSS produisait la presque totalité des biens dont elle avait besoin en quasi autarcie et assurait le minimum à l'ensemble de la population. Mais la stagnation apparue au milieu des années 1970 a forcé les dirigeants soviétiques, dans les années 1980, à entreprendre des réformes de plus en plus radicales qui placèrent le pays à la croisée des chemins. Les rapports de force en URSS, et entre l'URSS et le reste du monde ont favorisé l'option d'une transition au capitalisme. Les dirigeants russes ont donc suivi pratiquement à la lettre les recommandations des institutions financières internationales en se débarrassant brutalement des reliquats du « socialisme ». La Russie s'est transformée essentiellement en fournisseur de matières premières et d'hydrocarbures pour les pays développés. La thérapie de choc appliquée dans les années 1990 et prétendant destinée à restaurer la

prospérité a mené l'économie russe à l'effondrement : en trois ans, les salaires réels ont reculé de plus de 50 %, reflétant ainsi la baisse considérable de la production industrielle et agricole. Au cours des cinq premières années de la transition (1992-1996), l'espérance de vie des hommes a reculé de cinq ans, atteignant à peine 57 ans. En dépit de la prospérité affichée par certaines villes et régions du pays, une grande partie de la population ne profite toujours pas du boom consécutif à la hausse des prix du pétrole. À l'exception notable d'une minorité d'arivistes et de spéculateurs de toutes sortes, appuyés par une classe politique et une bureaucratie corrompues, le peuple russe a perdu la modeste sécurité économique garantie par l'ancien régime. Tout cela est perçu par les Russes comme le résultat de politiques inspirées sinon imposées par les États-Unis et leurs alliés.

Placée sur la défensive

Le sentiment d'humiliation que ressent une grande partie de la population ne reste pas confiné aux seuls perdants de la transition. Depuis les années 1990, la position internationale de la Russie inspire une grande nostalgie de la superpuissance qu'a été l'URSS. La Russie a perdu les liens qui l'unissaient aux 14 autres républiques de l'URSS et aux deux autres peuples slaves (Ukrainiens et Biélorusses), de même que le contrô-

le de la zone tampon qui la séparait des forces de l'OTAN. Alors que l'OTAN s'élargissait vers l'est en intégrant d'anciens membres du Pacte de Varsovie, la Russie se voyait refuser l'entrée à titre de membre à part entière de cette organisation de défense destinée, en principe, à stopper la progression du communisme. Non seulement les pays européens autrefois alliés de l'URSS y ont été admis, mais les trois anciennes républiques soviétiques de Lettonie, d'Estonie et de Lituanie en font aujourd'hui partie. L'administration américaine a également évoqué l'admission éventuelle de l'Ukraine et de la Géorgie.

Par ailleurs, l'OTAN va procéder à l'installation d'un système antimissile en Pologne et en République tchèque, officiellement pour parer à une hypothétique attaque de l'Iran. Les autorités russes ont parfaitement compris que ce dispositif vise leur propre pays et s'inscrit dans la même logique de renforcement des États-Unis et de leurs proches alliés. Imaginons un seul instant la Russie entreprenant des démarches similaires auprès du Canada ou du Mexique, en prétendant vouloir se protéger d'une possible attaque en provenance de la Corée du Nord... Rappelons-nous la réaction des autorités américaines, en 1962, lorsque les Soviétiques avaient décidé d'installer des missiles nucléaires à Cuba dans le but d'atteindre la parité stratégique avec les États-Unis qui, pourtant, menaçaient directement l'URSS depuis la Turquie.

En somme, la Russie, dont on refuse également l'entrée à l'OMC malgré 15 ans de négociations, se sent de plus en plus isolée et placée sur la défensive. En 1999, les Russes et leurs dirigeants – y compris le très pro-occidental Boris Eltsine – ont durement ressenti le bombardement par l'armée américaine de la Serbie, seul véritable allié de la Russie en Europe centrale. Ce bombardement a créé les conditions nécessaires à la séparation du Kosovo, situé au cœur de la Serbie historique. Jamais encore des frontières n'avaient été modifiées par la force en Europe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. L'intervention américaine a été justifiée par l'appréhension de massacres commis par les Serbes contre la minorité albanaise. En 2008, la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo par le monde occidental a pavé la voie à celle de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud par la Russie. Les dirigeants russes ont pu, eux aussi, prétendre empêcher l'armée géorgienne de commettre des tueries en Ossétie du Sud. À l'instar des États-Unis et de leurs alliés, ils ont modifié par la force les frontières d'un État reconnu. C'est ainsi qu'on perçoit les choses, chez

de larges segments de la population et des milieux politiques russes.

Montée nationaliste

Comment alors se surprendre de la montée du nationalisme en Russie, tant chez les dirigeants que chez les simples citoyens ? L'histoire est pourtant riche en leçons à cet égard. Il suffit de se rappeler des débats entre les vainqueurs au sujet du sort à réserver à l'Allemagne après la Première Guerre mondiale. La France, durement touchée par les destructions, exigeait que l'Allemagne lui verse des montants colossaux à titre de compensation pour les pertes subies. L'économiste britannique John Maynard Keynes estimait au contraire impératif d'aider l'Allemagne à se relever : ce pays constituait alors un important acheteur des marchandises britanniques. On connaît la suite : le point de vue de la France l'a emporté et l'Allemagne, humiliée par le Traité de Versailles, a été écrasée sous le poids des montants à rembourser. Cette situation a nourri à la fois le mouvement révolutionnaire et les forces nationalistes radicales.

La Russie d'aujourd'hui a elle aussi perdu une guerre – la Guerre froide – même si aucun obus n'a été tiré. Bon élève du FMI, de la Banque mondiale et des dirigeants du G7, elle s'est pliée volontiers aux recommandations des vainqueurs et en a payé un prix considérable sur les plans économique et social. Impuissante, elle a été incapable de résister à la progression de l'OTAN dans son ancienne zone d'influence. Rien de comparable à l'Allemagne des années 1920, mais le nationalisme se renforce, tant dans la Russie d'en haut que d'en bas. Si, dans les années 1990, la Russie était exsangue et démunie de moyens pour se faire entendre, la hausse des prix du pétrole et la dépendance croissante de l'Union européenne à l'égard de l'énergie importée de Russie lui redonnent des forces.

Depuis l'éclatement de l'URSS, les États-Unis se comportent dans l'ancienne zone d'influence soviétique tel un prédateur sûr de ne rencontrer aucune résistance. Les autorités russes, appuyées par la majorité de la population, ont décidé que cet encerclement, que ces atteintes à sa sécurité, que ce mépris manifesté envers ses prétentions internationales, devaient prendre fin en Géorgie. Malheureusement, devant ces immenses enjeux économiques et géostratégiques, les peuples concernés figurent comme des spectateurs et, trop souvent, constituent les principales victimes.

L'auteur est professeur à l'Université de Québec à Chicoutimi

BILLETS

Qui a peur de Stephen Harper?



Judy Rebeck

La menace d'une majorité conservatrice est de plus en plus réelle. Quiconque a à cœur le financement des arts, les droits de la femme, le développement international, le maintien d'une politique étrangère indépendante des États-Unis, l'indépendance judiciaire, la paix ou la démocratie devrait s'inquiéter.

Stephen Harper ne penche peut-être pas aussi à droite que Sarah Palin, mais c'est un idéologue de droite tout comme Mike Harris, ancien premier ministre conservateur de l'Ontario. Étant majoritaire, Harris a ignoré toute opposition, législative ou publique. Il a profondément modifié les structures de la province en détruisant le système d'aide sociale, en se défaisant de l'équité en emploi, en dévaluant les droits des travailleurs et en privatisant tout ce qu'il pouvait. Harper est sans doute socialement plus conservateur que Harris, mais il ne le révélera pas tant qu'il restera minoritaire. Pour former un gouvernement majoritaire, Harper doit obtenir des sièges au Québec. Il est donc peu probable qu'il aborde des sujets controversés, comme l'avortement ou les droits des homosexuels, qui ont un plus grand appui au Québec qu'ailleurs. Mais en ce qui a trait à d'autres questions, il appliquera sûrement ses politiques de droite dure.

La reconnaissance de la nation québécoise relève du coup de génie et a permis à Harper d'aller chercher le soutien des forces mobilisées par l'ADQ. Ce geste symbolique ne lui a rien coûté auprès des Canadiens anglais, qui se soucient très peu de la souveraineté du Québec de nos jours. Cela a aussi favorisé une décentralisation du pouvoir vers les provinces, une politique qui a toujours figuré au programme du Parti réformiste. Afin d'arrêter Harper, un appel au vote stratégique sera certainement lancé bientôt. Mais dans un contexte électoral aussi volatile, cela n'a aucun sens. Vu la faiblesse des libéraux à travers le pays, il est difficile de dire qui a les meilleures chances de vaincre dans une circonscription donnée. Selon les sondages, le NPD est de plus en plus populaire. Le renforcement du Parti libéral, dû à un vote stratégique, serait une tragédie, car même si les libéraux sont mieux qu'Harper, on ne peut être sûr qu'ils feront ce qu'ils disent. La solution au problème Harper passe donc par une autre stratégie.

Cette élection se caractérise par deux conflits : gauche vs droite et vert vs « gris ». Appuyés par le pétrole de l'Alberta, les conservateurs n'ont aucune intention d'agir quant aux changements climatiques, contrairement aux autres partis. Vu l'urgence de réduire les émissions de gaz carbonique et de battre les conservateurs, la stratégie optimale serait de voter pour le parti de son choix tout en le pressant de former un front commun avec les autres partis contre les changements climatiques. En Ontario, dans les années 1980, les libéraux et les néo-démocrates se sont accordés sur quatre questions majeures afin de se débarrasser des conservateurs. C'est le meilleur gouvernement que nous avons eu, puisque les promesses électorales étaient écrites sur papier, et le gouvernement serait tombé s'il avait renié l'une d'entre elles. C'est ainsi que nous avons obtenu l'équité salariale dans la province. Si Harper n'atteint pas la majorité, les autres partis pourront demander à la gouverneure générale de former un gouvernement d'alliance.

Avec la représentation proportionnelle, le changement de gouvernement s'effectuerait de cette manière. Et cela pourrait très bien fonctionner dans notre système actuel, moyennant un peu de volonté politique.

On vous montre Chavez? regardez la Bolivie!

NORMAND BAILLARGEON

Tout le monde a vu récemment ces images de Hugo Chavez, doigt tendu, menaçant, tandis qu'il expulsait l'ambassadeur des États-Unis avec ces mots très durs : « Allez au diable, Yankees de merde! » Les États-Unis ont aussitôt réagi en expulsant l'ambassadeur vénézuélien de Washington. Ce fut alors l'escalade : des sanctions contre le Venezuela sont annoncées par Washington, tandis que le Venezuela menace de couper l'approvisionnement en pétrole des États-Unis.

Il faut toujours se méfier de ces images spectaculaires. Souvent, ces icônes réductrices simplifient à outrance, voire déformant la réalité. C'est justement le cas ici. Ce doigt tendu est un nouvel épisode d'un séculaire drame sanglant qui met face à face une région en quête d'autonomie et un pays impérialiste ayant adopté et implanté la doctrine Monroe. Et l'épisode ne se comprend bien que si on le situe, d'une part dans le contexte des politiques récemment poursuivies par nombre de pays d'Amérique latine, d'autre part relativement à ces tout récents, mais trop peu connus, événements survenus en Bolivie.

Dans la plupart des pays d'Amérique latine, depuis quelques années déjà, des transformations politiques, économiques et sociales très profondes sont en cours. Cette *segunda independencia* se caractérise notamment par le fait que les pays coopèrent entre eux comme jamais auparavant, et cherchent ensemble à affronter les nombreux problèmes internes que connaît la région et à promouvoir un développement indépendant des grandes puissances.

De plus, et c'est remarquable, ces transformations sont portées et rendues possibles par de vastes mouvements populaires, qui nourrissent un processus démocratique et une vie politique qui ne trouvent guère d'équivalent dans les démocraties libérales. L'élection de Bachelet au Chili, de Lula, au Brésil ou de Chavez au Venezuela en témoignent. De telles politiques déplaisent bien entendu à Washington, comme à une certaine élite locale : c'est justement ce qu'illustrent parfaitement des événements récemment survenus en Bolivie.

Automne 2005, Bolivie. Il s'y déroule alors une élection qui mérite ce nom et que nous pouvons — surtout ces jours-ci! — envier aux Boliviens. On aura en effet du mal à l'imaginer ici, mais des enjeux réels et importants sont soulevés par des citoyens qui les comprennent et qui en discutent avant de prendre position. Le résultat du scrutin qui s'ensuit est sans appel : les pauvres et les Indiens portent au pouvoir un des leurs, Evo Morales.

10 août 2008. Un référendum révocatoire confirme avec éclat l'appui du peuple bolivien au président. Automne 2008. L'extrême droite et les groupes de régions dites « autonomistes » se déchainent. Sabotage d'un gazoduc, saccage d'institutions publiques, attaques contre des radios communautaires, contre des organisations de défense des droits humains, agressions contre des personnes, utilisation de milices et de groupes armés. L'ambassadeur américain entretenait des liens avec certains de ces groupes : Morales l'expulse. Par le passé, Washington aurait réagi avec vigueur.

Mais les temps ont changé et Morales reçoit aujourd'hui l'appui du Honduras, du Nicaragua, de l'Équateur, de l'Argentine, du Paraguay, mais aussi et surtout du Brésil. Et du Venezuela, conscient lui aussi qu'il s'agit de défendre la démocratie de l'Amérique latine. Il en résulte une sorte de cordon de protection entourant désormais ces zones pieusement appelées « autonomistes ».

Dans les semaines et les mois qui viennent, tous ceux qui chérissent la liberté et la justice vont, avec attention, mais aussi avec inquiétude, regarder de ce côté de la planète bleue. Le cordon va-t-il tenir? Telle est la question, et l'enjeu est énorme. Pour apprécier la réponse qu'on lui donnera, il faut cependant regarder bien au-delà de Chavez et de sa petite phrase assassine.

Regardons donc ailleurs. En Bolivie notamment, et dans toute cette Amérique latine qui fait la démonstration que la doctrine Monroe a, enfin, du plomb dans l'aile.

ALTERNATIVES
DIRECTEUR GÉNÉRAL : Michel Lambert
RESPONSABLE DE L'INFORMATION : Emmanuel Martinez

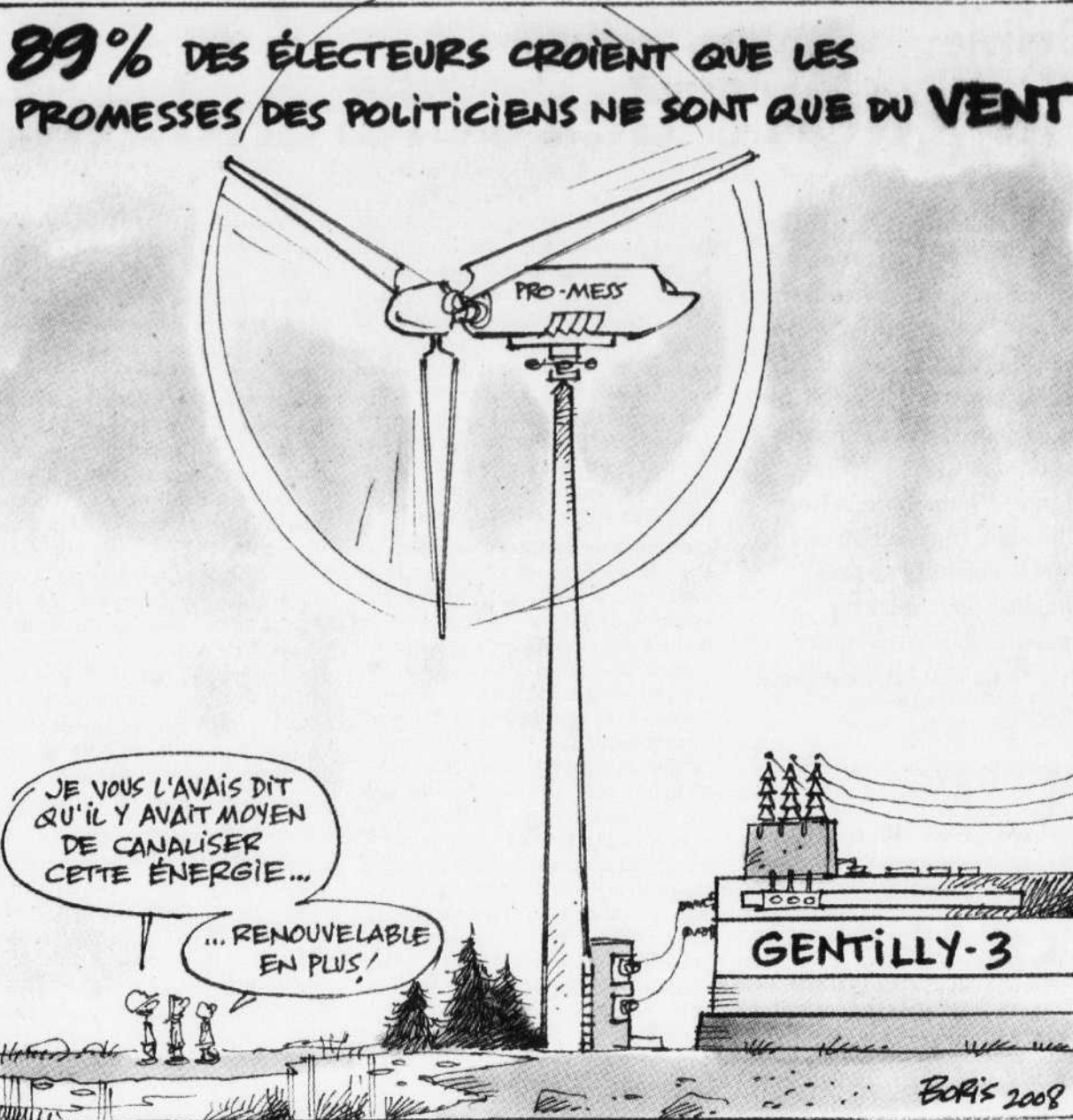
MONTREAL — 3720, avenue du Parc, bureau 300, Montréal (Québec) H2X 2J1
Tél. : (514) 982-6606 Fax : (514) 982-6122

QUÉBEC — 266, rue Saint-Vallier Ouest, Québec (Québec) G1K 1K2
Tél. : (418) 521-4000 Fax : (418) 521-4000

Courriel : commentaires@alternatives.ca • Site Internet : www.alternatives.ca

Ce journal est produit par Alternatives, réseau d'action et de communication pour le développement international, en partie grâce à l'appui financier de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Le contenu n'engage en rien ce dernier organisme. Tirage : 50 000 exemplaires. Le journal Alternatives est distribué de façon indépendante et ce numéro est publié dans l'édition du 24 septembre 2008 du quotidien Le Devoir. La reproduction des textes est autorisée. Veuillez mentionner la source. Les points de vue exprimés par les auteurs n'engagent que ceux-ci.

COORDINATION ET RÉDACTION : Emmanuel Martinez — COMITÉ DE RÉDACTION : Alain Ambrosi, Pierre Beaudet, Stéphane Coriveau, Pauline Célinas, France-Isabelle Langlois, François l'Écuyer, Denis McCready, Alexandre Touchette — CHRONIQUES : Normand Baillargeon, Pierre Beaudet, Francis Dupuis-Déri, David Homel, Naomi Klein, Judy Rebeck et Michel Warschawski — RÉVISION ET CORRECTION DES TEXTES : Gilles McMillan — INFOGRAPHIE : Brigitte Beaudet — CARICATURE : Boris



Opinion

Le Canada et le développement international

ALTERNATIVES

Les principaux partis politiques fédéraux demeurent muets en campagne sur les questions internationales et le rôle du Canada dans le monde. Or, convaincus que le leadership du Canada est essentiel à l'échelle mondiale, particulièrement en matière de coopération et de développement, les organisations de coopération internationale et leurs milliers de partisans au Canada invitent les partis à expliquer leurs programmes sur ces questions.

Le Canada a joué un rôle crucial pour que la société civile soit partie prenante du processus lié à la Déclaration de Paris de 2005, qui a fait l'objet d'une grande rencontre internationale à Accra au Ghana au début septembre. Lors de ce forum, les pays du Nord et du Sud se sont rencontrés pour améliorer l'efficacité de l'aide internationale afin d'éliminer la pauvreté. Malgré cela, des organisations de tous les pays oeuvrant en coopération internationale, des syndicats, des groupes de femmes et d'autres mouvements sociaux dénoncent toujours certaines mesures préconisées, ainsi que la lenteur de pays donateurs à changer leurs pratiques.

Ces groupes de la société civile, dont Alternatives fait partie, estiment que la lutte contre la pauvreté est plombée par des pratiques que le Canada doit contribuer à changer.

Premièrement, l'aide internationale sera toujours plus efficace si elle répond avant tout aux priorités exprimées par les populations du Sud. Encore trop souvent, les ressources sont accordées en fonction d'objectifs identifiés par les pays donateurs, ou carrément pour servir leurs propres intérêts. De plus, la mise en place de ces mesures est assujettie à des conditions faisant que la gestion ou l'achat de biens dans le cadre de ces programmes sont obligatoirement effectués au Nord. Il en résulte que jusqu'à 80 % des sommes dépensées restent parfois dans les pays développés. Les populations locales ne sont ainsi pas du tout engagées dans les projets. Dans le cas de prêts, il leur reste aussi une importante dette générée par à ce genre d'entente!

Les résultats sont alors catastrophiques : non seulement rien n'est réglé, mais la dépendance et la vulnérabilité de certaines populations sont renforcées.

Deuxièmement, le financement de l'aide devrait être plus transparent et prévisible. L'argent pour la réduction de la dette et pour l'achat d'armes ou d'autres produits qui ne permettent pas un développement social ou économique local ne devrait pas être considéré comme de l'aide au développement. Il est également essentiel de cesser d'agir dans une optique à court terme. 80 % des sommes dépensées en développement devraient couvrir des périodes de 3 à 5 ans. Pour les organisations de la société civile, ces conditionnalités sont souvent plus contraignantes parce qu'une partie non négligeable des projets ont une durée de vie d'un an!

Troisièmement, l'aide, jugée selon l'approche de gestion par résultat, ne doit pas être évaluée seulement sur des chiffres. Le respect des droits humains, l'égalité entre les hommes et les femmes, le travail décent et la protection de l'environnement sont difficiles à percevoir dans un exercice comptable, même s'ils constituent des objectifs absolument essentiels. C'est en les atteignant que les populations du Sud sont en mesure de prendre en main leur développement. Or, certains projets économiques, qui semblent rentables sur papier, vont à l'encontre d'objectifs de construction de sociétés durables. Par conséquent, une définition plus humaine est nécessaire dans la définition de l'aide.

Finalement, l'aide doit reposer davantage sur la société civile, au Nord comme au Sud. Ces organisations sont trop souvent reléguées au wagon de queue au profit du financement des grandes institutions internationales de l'ONU. Près du terrain, les ONG doivent rendre des comptes détaillés à leur gouvernement, ce qui n'est pas le cas des bureaucraties des institutions multilatérales.

Le Canada peut faire mieux

Le Canada est un de ceux qui réussit le mieux à éviter ces écueils. Une bonne partie de l'aide canadienne est accordée à des pays qui n'ont pas une importante valeur géostratégique. De plus, Ottawa impose moins de conditions par rapport à des pays comme les États-Unis ou le Japon.

Malgré tout, il n'y a pas de quoi se vanter. Une trop grande partie de l'aide canadienne est dépensée ici ou à travers des institutions, comme l'armée dans le cas de l'Afghanistan, qui n'ont pas les compétences pour inclure les populations locales dans les plans de développement. De plus, en s'alignant sur la Banque mondiale et en prônant des politiques de libéralisation économique tous azimuts, Ottawa contribue à fragiliser les pays du Sud. La crise alimentaire a bien montré que cette approche peut avoir des conséquences catastrophiques.

Le Canada fait aussi piètre figure en ce qui concerne le financement qui n'est pas assez stable et nettement insuffisant. De 2006 à 2007, le montant d'aide des pays du Nord est passé de 0,31 % à 0,28 % de leur PNB, le Canada se classant ainsi 15^e avec 0,28 % de son PNB en aide publique au développement. Pourtant, le fédéral a promis à maintes reprises de consacrer 0,7 % du PNB pour le développement.

L'urgence d'agir est facile à démontrer : 1,4 milliard de personnes vivent avec moins 1,25 \$ par jour, et la hausse du prix des denrées alimentaires et de l'énergie favorise davantage la misère.

Le Canada doit donner l'exemple. Pourquoi ne pas commencer par hausser l'aide au pays qui en ont le plus besoin?

Alternatives, c'est beaucoup plus qu'un journal !

EN VOUS ABONNANT, POUR SEULEMENT 25 \$ PAR ANNÉE, vous contribuez à soutenir l'équipe d'un journal qui travaille à vous offrir une information différente et de qualité.

alternatives
LE JOURNAL

Envoyez ce coupon avec un chèque à :

JOURNAL ALTERNATIVES
3720, avenue du Parc
bureau 300, Montréal
(Québec) H2X 2J1

Nom

Adresse

Ville

Code postal

Téléphone

Courriel

Pour en savoir plus : www.alternatives.ca

Rivière en voie de disparition

Le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement vient de débiter les consultations concernant la construction par Hydro-Québec de quatre barrages sur la rivière Romaine de la Côte-Nord. Le journaliste-réalisateur, Alexis de Gheldere, est l'un des rares à avoir parcouru en canot ce cours d'eau de 712 km. 46 jours de voyage pour documenter l'une des dernières grandes rivières vierges du Québec. Il nous raconte son aventure de l'été.

ALEXIS DE GHELDERE

Le courant est trop fort, le rapide trop puissant. « Tire la corde vers toi! C'est ça, doucement. » Sur une des rives, Nicolas Boisclair et moi marchons l'un derrière l'autre, chacun tenant une corde de quinze pieds reliée à l'une des extrémités du canot pour le guider entre les obstacles. C'est la cordelle, technique moins connue que le portage ou le canotage, mais indispensable pour naviguer la Romaine, l'un des cours d'eau les plus difficiles de la province.

Des cordelles, on en a fait à la pellette depuis plus de trois semaines. Mais celle-ci est différente. Nous entrons dans la zone qui sera affectée par le projet hydroélectrique de la Romaine. Nous sommes au km 263 par rapport à l'embouchure sur le fleuve St-Laurent (près d'Havre-Saint-Pierre) et ce rapide pourrait, dans quelques années, devenir intermittent.

Si le projet de quatre barrages hydroélectriques va de l'avant, la rivière sera inondée et transformée en réservoir sur 240 km. Selon le niveau de l'eau, qui variera de 16,5 mètres de hauteur derrière le barrage, ce rapide disparaîtra ou réapparaîtra, car il se situe à la limite en amont du réservoir.

Ce n'est pas le cas de la grande majorité des rapides que nous rencontre-

rons durant les quatre semaines qu'il nous reste : ils disparaîtront tous à quelques rares exceptions. Car qui dit barrage, dit réservoir. Exit les rapides. Or, d'après l'étude d'impact d'Hydro-Québec, la truite mouchetée (omble de fontaine) de la Romaine, amatrice d'eau vive, est appelée à disparaître en même temps que les rapides au profit de programmes d'implantation de salmonidés (ouananiche et touladi) qui préfèrent les plans d'eau calme.

Toujours l'hydroélectricité

Selon les prévisions d'Hydro-Québec, quatre grands ouvrages hydroélectriques (barrages, centrales, évacuateurs de crue, tronçons asséchés de rivière, etc.) seront construits entre 2009 et 2020 sur la rivière Romaine. À terme, 279 km² de territoire seront inondés, 1550 mégawatts de puissance iront s'ajouter au réseau et une moyenne d'environ 1000 emplois auront été créés pendant une dizaine d'années.

Toutes les grandes rivières entre Tadoussac et Sept-Îles (Manicouagan, Outardes, Betsiamites, Sainte-Marguerite) sont déjà harnachées. Faut-il poursuivre dans la voie hydroélectrique, déjà responsable de 97 % de la production d'électricité au Québec? La diversification des sources de production énergétiques est-elle souhaitable? À l'heure du développement d'autres filières de production énergétique renouvelable (éolien, solaire, biomasse, géothermie), serait-il opportun de les développer ici aussi et pas uniquement en Europe?

Derniers témoins

Si le projet hydroélectrique a lieu, la Romaine deviendrait le 14^e des 16 principaux cours d'eau du Québec à être harnaché à des fins hydroélectriques ou autres.

Déjà, on peut voir de nombreuses traces laissant présager l'avenir de la rivière : stations de mesure du débit, déboisements des lieux de barrages proposés, beaucoup d'étiquettes incrustées dans les troncs d'arbre ou dans le roc, et de nombreuses plates-formes d'atterrissage pour hélicoptères. Si le projet n'a pas encore franchi les dernières étapes d'audiences publiques, les préparatifs vont bon train, comme en fait foi le bourdonnement incessant des hélicoptères dès l'aube dans cette région sauvage.

On entend souvent parler de l'hydroélectricité comme d'une source d'énergie

moins polluante qu'une centrale thermique au gaz ou au charbon, et c'est vrai. Il n'en demeure pas moins qu'elle a un impact profond sur le territoire. Entre une rivière qui coule librement et un chapelet de réservoirs stagnants entrecoupés de kilomètres sans eau, il y a peut-être une réalité moins propre que celle des publicités d'« énergie verte » des campagnes médiatiques du promoteur Hydro-Québec.

Impacts

Les habitants du territoire de la Romaine, outre les chasseurs, pêcheurs et rares Amérindiens, se nomment ours noirs, caribous, orignaux et loups. Ils ne parlent pas, mais s'expriment clairement par leurs comportements.

Le jargon scientifique nommé « fractionnement du territoire » un des impacts de l'inondation des rivières. Certaines espèces comme l'ours (nous en avons vu neuf spécimens) risquent de ne plus traverser la rivière transformée en réservoir, car sa largeur, nous apprend Hydro-Québec, sera multipliée par cinq à cent fois selon les endroits. L'ours noir peut nager (un ours a traversé la Romaine devant notre canot), mais dans le cas de l'orignal et du caribou des bois (espèce menacée selon le Comité sur la situation des espèces en péril au Canada), c'est impossible.

Si la contamination au mercure des

eaux des réservoirs est assez connue, ce n'est pas le cas d'autres facteurs. Par exemple, une série de barrages réduit la concentration de sédiments dans la rivière. Au lieu de descendre jusqu'à l'embouchure, où leur apport dans la chaîne alimentaire est essentiel, notamment au développement du phytoplancton, ces sédiments se déposent au fond des barrages, ce qui a pour effet de rendre moins productif (et nutritif) le delta de la rivière. À leur tour, les eaux plus pauvres en sédiments du delta voyagent dans le St-Laurent et affectent le Golfe. Ainsi, une étude du chercheur H.J.A. Neu démontre que la productivité des Grands Bancs de Terre-Neuve n'est pas uniquement liée à des pratiques de pêches abusives. Elle dépend aussi de la quantité d'eau douce charriée par le fleuve St-Laurent et de la période de l'année où ces eaux sortent du fleuve (les barrages retiennent la crue printanière pour la relâcher en hiver, quand la demande d'électricité est en hausse).

Sur la ligne de partage des eaux

La rivière sur laquelle nous avons navigué prend sa source à la frontière du Labrador, ligne de partage des eaux qui vont vers le sud-est ou le nord-ouest. Pour y arriver, nous avons parcouru 212 km de lacs et de rivières à contre-courant en treize jours. Canot sur le dos, mouches qui piquent entre les doigts, longs por-

tages pénibles sur sentiers inexistant, pieds instables sur roches glissantes, montage et démontage quotidien du campement, tournage d'un documentaire: les efforts entrepris pour notre expédition sont énormes. La recherche du financement tout autant, sinon plus.

En contemplant ces sources de rivières, je ne peux m'empêcher de penser qu'en jouant à l'apprenti sorcier, le règne de l'homme industrialisé, auquel j'appartiens, s'éloigne peut-être de sa propre source, de cet état harmonieux d'équilibre qu'il n'est pas aisé de modifier sans heurts. Tout l'art réside dans la façon de favoriser (ou rétablir) ces échanges au bénéfice de tous les membres des écosystèmes, humains et autres.

En grimpaant au sommet dénudé d'une petite montagne, nous avons observé comme jamais la beauté dans laquelle nous nous trouvions. De petits sapins éparpillés sur le manteau uniforme du lichen de la taïga, un chapelet de lacs à l'infini, et ce sentiment d'intemporalité impossible à décrire.

L'auteur donnera une conférence le 24 octobre à 16 h 30 à la salle Marie-Gérin-Lajoie de l'UQAM dans le cadre du Festival international du film d'aventure de Montréal.

Informations : www.chercherlecourant.org. Largement autofinancé, le projet accepte les dons sur son site web.



PHOTO : NICOLAS BOISCLAIR

Le peuple invisible



PHOTO : FLICKR/MHARRSCH

Les dossiers autochtones sont absents du discours des chefs en campagne électorale. Certains partis ont beau énoncer d'importants principes les concernant, la réalité des Amérindiens est une fois de plus occultée.

FRÉDÉRIC TOWNER SARAUULT

Les données d'Élections Canada révèlent que les taux de participation aux élections fédérales diminuent. Les jeunes Canadiens votent peu; les autochtones encore moins. Selon Élections Canada, moins de la moitié des membres des Premières nations vont aux urnes. L'agence fédérale et l'Assemblée des premières nations tentent de renverser cette tendance difficile à enrayer.

Il faut reconnaître que les partis ne prêtent à peu près pas d'attention aux Amérindiens. À mi-chemin dans cette campagne, les seules mentions des réalités autochtones rapportées dans les médias concernent les propos disgracieux de deux candidats libéraux québécois ayant été obligés de démissionner. Les chefs, eux, ne parlent pas des réalités autochtones.

Ghislain Picard, le chef de l'Assemblée des Premières nations du Québec et du Labrador souhaite rencontrer les leaders des partis fédéraux : « J'aimerais proposer des solutions pour améliorer les conditions de vie déplorables de nos membres ». M. Picard veut discuter des moyens pour améliorer les programmes d'éducation et de financement de logements adéquats dans les réserves; et offrir de l'aide juridique à ceux qui sont victimes du scandale de l'isolant contenant de la

vermiculite. Le chef Picard a aussi des stratégies pour enrayer les problèmes sociaux et permettre à un grand nombre de communautés isolées d'assurer leur approvisionnement en eau potable.

Les leaders amérindiens veulent aussi savoir si le prochain gouvernement modifiera la position du Canada à propos de la déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones. Il y a un an le 13 septembre dernier, cette déclaration était adoptée par 144 pays à l'Assemblée générale de l'ONU. Le Canada et trois autres pays (États-Unis, Australie et Nouvelle-Zélande) ont voté contre. Elle vise à reconnaître les droits politiques, sociaux, environnementaux et culturels des peuples autochtones du monde entier. Le premier ministre Stephen Harper estime que cette déclaration, dont les négociations ont duré plus de 20 ans, est incompatible avec la Charte des droits et libertés.

Malgré les excuses du gouvernement fédéral en juin concernant les pensionnats autochtones, les conservateurs sont considérés par les Premières nations comme peu sensibles à leurs revendications.

C'est pour cette raison que l'Association des femmes autochtones du Québec recommande à ses membres de s'abstenir aux élections fédérales. À la tête de l'association, Hélène Gabriel indique que malgré les promesses du Parti libéral et du NPD de signer la déclaration de l'ONU, les problèmes sociaux et de santé des communautés autochtones ne se régleront pas du jour au lendemain. Mme Gabriel indique qu'à défaut d'encourager le vote autochtone, elle est d'accord avec la campagne du premier ministre de Terre-Neuve et du Labrador. Elle croit que Danny Williams a raison de dire que les conservateurs ne doivent pas prendre le pouvoir à Ottawa. « N'importe qui sauf Harper », dit-elle en reprenant le slogan du premier ministre terre-neuvien.

Au pays de la loi et de l'ordre

Même si le taux de criminalité au Canada a atteint l'an dernier son plus bas niveau en plus de 30 ans, la loi et l'ordre demeurent l'une des priorités de partis politiques comme ceux de Stephen Harper et de Stéphane Dion. Voici un portrait des initiatives des dernières années qui visent davantage la répression que la prévention.

JENNIFER CARTWRIGHT

Depuis leur arrivée au pouvoir en 2006, les conservateurs ont été très actifs au plan de la justice pénale, utilisant la notion de sécurité comme leitmotiv pour orchestrer leurs campagnes. Les exemples sont nombreux. Des 120 millions de dollars investis pour éliminer les drogues dans les pénitenciers, pas un sou n'ira à la prévention, pas plus que le programme ne s'interroge sur les causes de la toxicomanie. Récemment, le ministre de la Sécurité publique, Stockwell Day, a annoncé la mise sur pied d'un projet pilote de surveillance électronique : les contrevenants y participant devront porter un bracelet doté d'un récepteur GPS signalant leur position à un réseau de surveillance. La nouvelle Loi sur la lutte contre les crimes violents fait notamment augmenter certaines peines minimales, crée de nouvelles infractions, prévoit des dispositions plus sévères sur la mise en liberté sous caution et augmente l'âge du consentement à des activités sexuelles à 16 ans. Dans le cas de crimes graves, un accusé de 14 ans est cependant considéré assez mûr pour être jugé devant un tribunal pour adultes! L'imposition de peines minimales est jugée inefficace (et extrêmement onéreuse) par de très nombreux avocats, juges, professeurs de droit et criminologues.

Malgré les demandes du secteur de la santé, le gouvernement refuse d'instaurer des programmes d'échange de seringues en détention sous prétexte qu'il n'appuie pas « l'utilisation de drogues illégales ou ne facilite pas [leur] utilisation au sein du système carcéral » et que les détenus, comme tous les Canadiens, sont responsables de leur santé. Pourtant, des pays comme la Biélorussie, l'Iran et l'Espagne ont instauré ce genre de programme, faisant ainsi la preuve de l'efficacité de telles mesures dans la propagation du VIH et de l'hépatite C. Pendant ce temps, les conservateurs ont aboli un programme de tatouage sécuritaire dans les pénitenciers - avant la réalisation de l'évaluation finale - qui permettait de réduire considérablement les risques liés à cette pratique très courante en détention (un détenu sur deux s'est fait tatouer en 2004 selon le Réseau juridique canadien VIH/sida). Le gouvernement Harper juge que les contribuables n'avaient pas à payer les tatouages des personnes incarcérées, même s'il en coûtait davantage à l'État pour traiter des détenus infectés.

Les conservateurs ont aussi voté contre une motion réaffirmant l'opposition du Canada à la peine de mort, et décrété que les contrevenants incarcé-

rés à l'extérieur du pays seraient désormais rapatriés au « cas par cas » : d'après le ministère de la Sécurité publique, « rapatrier des criminels enverrait le mauvais message aux Canadiens ».

Alors que pour la troisième année consécutive le nombre de crimes enregistrés au pays a diminué, tant les médias que les politiciens s'acharnent à faire croire que la criminalité est un problème grave au Canada : il en découle que, selon une étude de l'Université de Lethbridge, un Canadien sur trois pense aujourd'hui que le crime est un problème « très sérieux ».

Plus de prisons, plus de sécurité?

Au Canada comme au Québec, l'argent alloué aux services correctionnels est principalement investi dans les infrastructures, souvent au détriment de la réinsertion sociale. C'est d'autant plus vrai depuis le dépôt du rapport d'un comité d'examen « indépendant » chargé d'aiguiller le processus de transformation du Service correctionnel du Canada en cours : la construction de complexes régionaux et la sécurité statique accaparent les fonds. En outre, la construction d'établissements de détention est souvent présentée par les élus locaux comme un excellent moyen de stimuler l'économie par la création d'emplois (qui oublient toutefois les 241 \$ quotidiens que coûte un détenu fédéral à l'État).

Le rapport suggère aussi l'abolition de la libération d'office, ce qui risque de faire en sorte que plusieurs détenus demeureront incarcérés jusqu'à la fin de leur peine, pour ensuite être libérés sans condition ni surveillance. En plus de représenter une menace pour la sécurité publique, cette mesure pourrait contribuer à une augmentation considérable de la population carcérale ainsi que des coûts, déjà élevés, de l'incarcération. Et s'il y a bien des programmes favorisant la réinsertion sociale, la plupart ont été conçus pour des individus purgeant de longues sentences. Les peines fédérales ayant tendance à diminuer, l'accessibilité à ces programmes est de plus en plus difficile.

Partout au pays, le nombre d'incarcérations augmente, les libérations conditionnelles se raréfient - malgré que l'importance de la libération progressive ait été mainte fois démontrée - et les ressources communautaires sont sous-utilisées. Par ailleurs, nombreux sont les individus souffrant de problèmes de santé mentale (10 % de la population carcérale en 2007) ou de toxicomanie qui, faute d'alternatives, sont incarcérés, ce qui ne fait qu'accroître leur exclusion.

En ce moment, les États-Unis - qui ont le plus haut taux d'incarcération au monde - réalisent que le coût économique et social de l'incarcération massive et des peines minimales est astronomique, que de telles mesures sont inefficaces, contre-productives et qu'elles ne réduisent pas la récidive. Résultat, de plus en plus d'États changent leurs pratiques.

Pendant ce temps, la justice pénale canadienne s'engage dans la voie choisie par les États-Unis il y a 20 ans - celle-là même qui les a menés à l'impasse.

L'auteure est agente aux programmes et aux communications à l'Association des services de réhabilitation sociale du Québec.

DOCUMENTAIRE

Mirages d'un Eldorado

Réalisé par Martin Frigon. Du 3 au 9 octobre au Cinéma du Parc à Montréal.

Vallée de Huasco, nord du Chili. À 4 000 mètres d'altitude au cœur des Andes, au pays des glaciers, on serait en droit d'imaginer un eldorado, là où règne l'équilibre d'un écosystème fragile. Mais en suivant la caméra du cinéaste Martin Frigon, c'est plutôt à un spectacle horrifiant auquel nous assistons : une vallée éventrée à coup de grues et de camions d'une compagnie minière canadienne.

Sur fond de paysages époustouffants, l'équipe de Frigon nous amène à dos de mules rencontrer les habitants de la vallée, qui se mobilisent et s'opposent au projet Pascua Lama, de Barrick Gold. Le documentaire dresse un portrait complet en donnant la parole au syndicat des mineurs, aux patrons de Barrick Gold et aux gouvernements canadiens et chiliens.

Le film nous plonge au cœur d'un jeu de cache-cache entre les différents acteurs complices du projet d'exploitation minière. L'hypocrisie du gouvernement canadien et la déresponsabilisation de la multinationale face aux impacts environnementaux y sont d'ailleurs fortement dénoncés. Les gouvernements tentent de légitimer l'exploitation de la vallée avec des études d'impacts environnementaux, produites par des groupes qu'ils ont eux-mêmes soudoyés. Le cinéaste a même tenté de mettre la main sur une copie d'une étude, mais en vain...

Martin Frigon dépeint avec sensibilité la volonté des opposants au projet de poursuivre leur mobilisation contre la destruction de leur environnement, et ce, bien souvent au risque de se faire emprisonner. C'est sans surprise qu'on constate que les forces de l'ordre chiliennes sont garantes des intérêts de Barrick Gold. Mais le cinéaste aurait certainement percuté davantage son auditoire avec plus de documentation sur les impacts néfastes de l'exploitation minière dans la région. On parle beaucoup de la fonte des glaciers, mais pas assez des conséquences de celle-ci sur l'écosystème et sur la vie des habitants.

CATHERINE BINETTE



Quand l'art passe à l'action

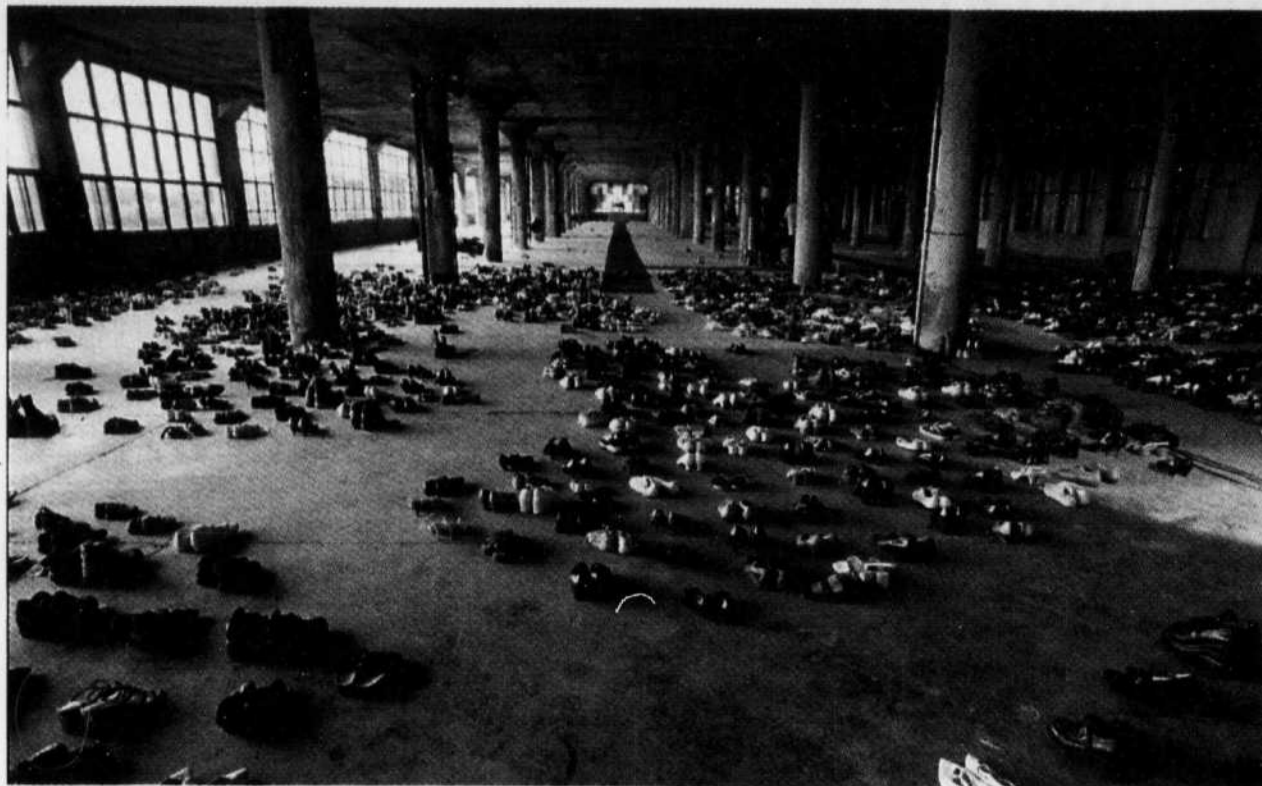


PHOTO: MARTIN SAVOIE

Ils préparent leurs plans d'attaque avec minutie. Ils rejoignent les médias pour étendre les dégâts et exécutent finalement leur coup d'éclat là où tous pourront les voir. Depuis 10 ans, l'Action terroriste socialement acceptable sème des œuvres-bombes sur la place publique pour crier ses positions. Rencontre avec les deux fondateurs.

MÉLISSA GUILLEMETTE

Pénétrer dans les locaux des terroristes les plus connus de Montréal, situés dans un appartement lumineux du Plateau Mont-Royal, est finalement une aventure peu dangereuse. C'est rencontrer un homme, Pierre Allard, dont les cheveux ont gagné la bataille, et sa douce, Annie Roy, ancienne chorégraphe à l'air sympathique. Mais surtout, c'est voir 10 ans d'art et d'engagement suspendu, agrafé ou collé aux murs surchargés.

Depuis une décennie, le couple se réveille chaque matin pour aller travailler dans leur bureau de l'Action terroriste socialement acceptable (ATSA)... situé de l'autre côté de la porte de leur chambre à coucher, juste à côté du poste d'une des deux employées à temps partiel de l'organisme. Et qu'est-ce qui a changé en 10 ans de travail? « On se fait moins envoyer promener qu'avant! répond Pierre Allard. Les gens s'ouvrent de plus en plus aux problèmes qui les entourent. » Depuis 1998, les deux amoureux et leur équipe ont usé d'imagination pour « générer l'élan des jeunes et secouer les vieux ». Ils ont entre autres distribué de fausses contraventions aux proprié-

étaires de véhicules utilitaires sport. Ils ont aussi construit un site archéologique de l'an 3541, pour laisser entrevoir ce que les humains sont en train de léguer aux générations futures.

Après une décennie à mobiliser la population avec l'art, les deux artistes constatent qu'ils ont eux-mêmes beaucoup évolué. « Je ne connaissais même pas le compost avant de faire l'œuvre Parc Industriel [le site archéologique], avoue Annie. On s'auto-éduque nous aussi! On fait mieux qu'il y a dix ans pour la planète. » Toutes ces années d'action ont éveillé l'artiste à ses droits de citoyenne. « J'ai réalisé que je pouvais cogner à la fenêtre de la voiture de quelqu'un qui est stationné pour lui dire d'éteindre son moteur. C'est mon air à moi aussi qu'il pollue. »

La Banque à bas

Leurs actions en ont ébranlé plus d'un, à commencer par la direction du Musée d'art contemporain de Montréal lors de leur première action terroriste en décembre 1997. L'idée leur est venue devant la télévision : « On a appris dans un même bulletin que le profit des banques montait à 9,5 milliards de dollars et que la Maison du Père avait besoin de 109 paires de bas par jour pour les plus démunis, se souvient Pierre Allard. On trouvait que ça n'avait pas de bon sens. » Pour attirer l'attention sur la misère, les tourtereaux ont monté une exposition illégale devant le musée, allant jusqu'à travestir l'affiche de l'exposition en cours.

C'était la Banque à bas, une structure constituée de cuisinières électriques soudées les unes par-dessus les autres. Les gens étaient invités à déposer dans les fours les bas et les vêtements dont ils ne se servaient plus. Les Montréalais sans le sou pouvaient alors retirer ces dépôts, comme s'il s'agissait de guichets automatiques géants. « Ça a duré plus de deux mois et on a même fini par entrer dans le Musée avec la chorale de l'Accueil Bonneau », se rappelle Annie Roy. Cette première action a donné le ton pour la vingtaine d'interventions suivantes.

Junk à vendre

Après dix ans d'actions explosives, l'ATSA a rempli un entrepôt « de junk qui ne sert à rien ». Pour ses noces d'étain, l'organisme veut faire revivre ses œuvres en vendant des morceaux, dans le cadre de leur action anniversaire intitulée CHANGE. Le 2 octobre, elle s'initiera donc au mercantilisme avec l'ouverture d'une petite boutique logée dans un vieil édifice du boulevard Saint-Laurent. Les admirateurs pourront s'y procurer un produit dérivé des actions terroristes passées.

Pour l'occasion, l'ATSA convie les citoyens au Parc du Portugal pour une fête foraine mercantile où l'argent sera à l'honneur. Une série de jeux d'adresse permettront à l'organisme d'augmenter son fonds de commerce : pile ou face pour définir qui paie les taxes, lancer du petit change et tir de pancartes électorales à coup de 25 sous. « On veut que le plancher soit tapissé d'argent avant la fermeture. On amène surtout sa carte de crédit, son désir de dépenser et sa bonne humeur », dit Annie Roy d'un ton dérisoire. La boutique restera ensuite ouverte pendant onze semaines.

Le même soir sera aussi lancée la publication anniversaire ATSA : *Quand l'Art passe à l'Action*, évidemment imprimé sur papier recyclé – « et 100 % recyclable », rigole Pierre. Diffusé par les éditions Publishing, le livre réunit l'ensemble de l'œuvre atsaïenne en photos, souvenirs et textes. « Notre travail est éphémère. On avait envie d'avoir une preuve écrite qu'on a fait quelque chose », dit-il.

Un souhait pour les 10 prochaines années? « On aimerait bien avoir pignon sur rue, au-delà de la durée de la boutique CHANGE », dit Annie Roy. Si le couple n'avait pas d'ambition à long terme pour l'ATSA au temps de la Banque à bas, la machine à attentats est aujourd'hui plus vivante que jamais.

LIVRES

L'impatte de la globalisation

Michel Freitag. Éditions Écosociété, 2008, 415 pages.

Cet entretien avec le sociologue Michel Freitag présente une lecture impressionnante du capitalisme globalisé tel qu'on le connaît aujourd'hui. Cet ouvrage colossal qui s'absorbe à petite dose représente une véritable césure avec l'interprétation froidement économique suggérée par certains analystes de la mondialisation. Soucieux de comprendre cette suprématie de l'économie sur le politique, le professeur prend bien soin de visiter la genèse du capitalisme pour en dégager les grandes lignes de sa critique et de son développement historique.

Questionnant l'interprétation post-moderniste des transformations du capitalisme, et en désaccord avec ceux qui conçoivent la globalisation comme le prolongement naturel de « la dynamique de la modernité », Freitag considère que la rupture, que le changement de paradigme dans la modernité a été « minutieusement programmé » par les transnationales et les États-Unis. Pour l'auteur, le pouvoir de changer les choses repose sur la volonté ou non d'agir dans les espaces politiques déjà existants.

Si le sociologue refuse heureusement toute approche programmatique, il n'en avance pas moins des idées qui abordent ouvertement « l'autodestruction du capitalisme ou sa réforme radicale avant la destruction du monde ». Pour le réformiste, il ne fait pas de doute que l'humanité est à la croisée des chemins. Par conséquent, il est nécessaire de questionner des concepts comme le développement (même durable), le travail et l'argent comme éléments indispensables au bonheur.

Lire cet entretien avec ce sociologue très peu connu du grand public demeure quelque chose de riche et d'indispensable pour ceux et celles qui souhaitent mieux comprendre pour mieux agir!

JACQUES LÉTOURNEAU



Québec, ville dépressionniste

Le collectif La Conspiration dépressionniste, Montréal, Moulé éditions, 2008, 191 pages.

En plein 400^e de la ville de Québec, voici un pavé dans la vitrine du Grand Spectacle. Une dizaine d'articles montrent comment les administrations municipales successives, avec la complicité de spéculateurs et commerçants voraces, ont réussi à faire de Québec « l'épicentre indéniable des valeurs les plus régressives de la société québécoise ». Ville « dépressionniste » : dépression nourrie par une doctrine morbide du développement, dirigée contre la vie organique de quartier, lui substituant un décor de carton-pâte, sécurisé par un esprit policier intervenant à la moindre expression de spontanéité : « Ce sont les manifestations urbaines et idéologiques du dédain [des] hommes-bétons pour la vie et tout ce qui compte que nous voulons raconter en ces quelques pages. »

Plus qu'un pamphlet, le livre dénonce les ravages de l'idéologie dite du progrès sur un phénomène social complexe, la ville et ses habitants : de quoi peut mourir une ville, mais comment des îlots de vie subsistent.

Parole pamphlétaire bien ciselée certes, celle-ci présente également des analyses documentées et perspicaces, des témoignages sensibles sur ce qui caractérise Québec et son histoire plus ou moins récente : déménagement de l'Université Laval dans les années 1950 du quartier latin à Sainte-Foy; construction d'un campus aseptisé et inhumain; destruction de quartiers populaires, construction d'autoroutes, de boulevards et de centres commerciaux hideux; muséification du Vieux-Québec destinée à une industrie touristique préférant la mise en scène de l'histoire à l'histoire elle-même, le simulacre à la vie.

Après la lecture de l'ouvrage, on se dit que la dépossession caractérise l'histoire des habitants de Québec. Ceci pourrait-il expliquer, du moins partiellement, que Québec soit devenue ville « dépressionniste »? Et cette réalité, les auteurs le reconnaissent, est celle de la majorité des grandes villes d'aujourd'hui, à des degrés divers cependant.

Et Montréal? Avec le quartier des spectacles construit en renforcement de l'industrie du divertissement, le collectif a du pain sur la planche.

GILLES McMILLAN



EXPOSITION

Haïti : Rembobiner

Exposition photo-vidéo sur Haïti par Darren Ell. Jusqu'au 30 septembre à la galerie MFA : 1395, boulevard René Lévesque Ouest.

Dans cette exposition engagée, Darren Ell veut dénoncer le rôle des puissances étrangères (surtout les États-Unis et la France) dans le renversement du président Jean-Bertrand Aristide en février 2004, et remettre en question la présence militaire et policière de l'ONU dans ce pays. Selon lui, « les espoirs des Haïtiens sont bafoués par les pays étrangers, dont le Canada ».

L'artiste présente donc quatre grandes photos et deux vidéos qui sont accompagnées de textes. Ces éléments ont été recueillis lors de ses voyages en Haïti entre 2006 et 2008.

Une des vidéos reproduit le témoignage de Frantz Gabriel, responsable de la sécurité d'Aristide et témoin de son « départ-enlèvement » vers l'exil. La deuxième projection montre des douzaines de noms, accompagnés de données légales, de prisonniers politiques emprisonnés pendant le coup d'État.

Quant aux photos elles ont été prises lors d'opérations policières onusiennes dans des quartiers déshérités et lors des manifestations contre la hausse du coût de la vie plus tôt cette année.

EMMANUEL MARTINEZ



PHOTOS: XAVIER LEROUX



PHOTO: TOBIE FRASER

Alternatives est une ONG qui a des projets au Canada et ailleurs dans les Amériques, au Proche-Orient, en Asie et en Afrique. Alternatives défend : la démocratie citoyenne, la justice sociale, l'égalité entre les pays du Nord et du Sud, et la protection de l'environnement.

Alternatives
... pour un monde différent

Pour plus d'information ou pour faire un don :
www.alternatives.ca